

# Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)

du 25 juin 1982 (Etat le 1<sup>er</sup> juin 2004)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu l'art. 34<sup>quater</sup> de la constitution et l'art. 11 des dispositions transitoires  
de la constitution<sup>1,2</sup>  
vu le message du Conseil fédéral du 19 décembre 1975<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Première partie: But et champ d'application

### Art. 1 But

<sup>1</sup> La présente loi a pour objet la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral proposera en temps utile une révision de la loi, de manière que la prévoyance professionnelle, ajoutée à l'assurance fédérale (AVS/AI), permette aux personnes âgées, aux survivants et aux invalides de maintenir de façon appropriée leur niveau de vie antérieur.

### Art. 2 Assurance obligatoire des salariés et des chômeurs<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Sont soumis à l'assurance obligatoire les salariés qui ont plus de 17 ans et reçoivent d'un même employeur un salaire annuel supérieur à 14 880 francs<sup>5</sup> (art. 7).

<sup>1bis</sup> Les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance-chômage sont soumis à l'assurance obligatoire en ce qui concerne les risques de décès et d'invalidité.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral définit les catégories de salariés qui, pour des motifs particuliers, ne sont pas soumis à l'assurance obligatoire.

### RO 1983 797

<sup>1</sup> [RS 1 3; RO 1973 429]. Aux dispositions mentionnées correspondent actuellement les art. 111 à 113 et 196, ch. 10 et 11, de la Constitution du 18 avril 1999 (RS 101).

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2689; FF 2000 219).

<sup>3</sup> FF 1976 I 117

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS 837.0).

<sup>5</sup> Actuellement «25320 francs» (art. 5 de l'O du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans la teneur du 30 oct. 2002 – RS 831.441.1).

<sup>6</sup> Introduit par l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS 837.0).

**Art. 3** Assurance obligatoire des indépendants

A la requête des organisations professionnelles intéressées, le Conseil fédéral peut soumettre à l'assurance obligatoire, d'une façon générale ou pour la couverture de risques particuliers, l'ensemble des personnes de condition indépendante qui appartiennent à une profession déterminée. Il ne peut faire usage de cette faculté que si la majorité de ces personnes sont membres de l'organisation professionnelle requérante.

**Art. 4** Assurance facultative

<sup>1</sup> Les salariés et les indépendants qui ne sont pas soumis à l'assurance obligatoire peuvent se faire assurer à titre facultatif conformément à la présente loi.

<sup>2</sup> Les dispositions sur l'assurance obligatoire, en particulier les limites de revenu fixées à l'art. 8, s'appliquent par analogie à l'assurance facultative.

**Art. 5** Dispositions communes

<sup>1</sup> La présente loi ne s'applique qu'aux personnes qui sont aussi assurées à l'AVS.

<sup>2</sup> Elle ne s'applique qu'aux institutions de prévoyance inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle (art. 48). Les art. 56, al. 1, let. c et d, et 59, al. 2 s'appliquent aussi aux institutions de prévoyance soumises à la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage (LFLP)<sup>7,8</sup>

**Art. 6** Exigences minimales

La deuxième partie de la présente loi fixe des exigences minimales.

**Deuxième partie: Assurance****Titre premier: Assurance obligatoire des salariés****Chapitre premier: Modalités de l'assurance obligatoire****Art. 7** Salaire et âge minima

<sup>1</sup> Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur à 14 880 francs<sup>9</sup> sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 17 ans et, pour la vieillesse, dès le 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 24 ans.

<sup>7</sup> RS 831.42

<sup>8</sup> Phrase introduite par le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS 831.42).

<sup>9</sup> Actuellement «25 320 francs» (art. 5 de l'O du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans la teneur du 30 oct. 2002 – RS 831.441.1).

<sup>2</sup> Est pris en considération le salaire déterminant au sens de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>10</sup>. Le Conseil fédéral peut admettre des dérogations.

#### **Art. 8** Salaire coordonné

<sup>1</sup> La partie du salaire annuel comprise entre 14 880 et 44 640 francs<sup>11</sup> doit être assurée. Cette partie du salaire est appelée «salaire coordonné».

<sup>2</sup> Si le salaire coordonné n'atteint pas 1860 francs<sup>12</sup> par an, il doit être arrondi à ce montant.

<sup>3</sup> Si le salaire diminue temporairement par suite de maladie, d'accident, de chômage ou d'autres circonstances semblables, le salaire coordonné est maintenu au moins pour la durée de l'obligation légale de l'employeur de verser le salaire selon l'art. 324a du code des obligations<sup>13</sup>. L'assuré peut toutefois demander la réduction du salaire coordonné.

#### **Art. 9** Adaptation à l'AVS

Le Conseil fédéral peut adapter les montants-limites fixés aux art. 2, 7, 8 et 46 aux augmentations de la rente simple minimale de vieillesse de l'AVS. La limite supérieure du salaire coordonné peut être adaptée compte tenu également de l'évolution générale des salaires.

#### **Art. 10** Début et fin de l'assurance obligatoire

<sup>1</sup> L'assurance obligatoire commence en même temps que les rapports de travail; pour les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance-chômage, elle commence le jour où ils perçoivent pour la première fois une indemnité de chômage.<sup>14</sup>

<sup>2</sup> L'obligation d'être assuré cesse à la naissance du droit aux prestations de vieillesse, en cas de dissolution des rapports de travail, lorsque le salaire minimum n'est plus atteint ou que le versement d'indemnités journalières de l'assurance-chômage est suspendu.<sup>15</sup> L'art. 8, al. 3, est réservé.

<sup>10</sup> RS **831.10**

<sup>11</sup> Actuellement «25 320 et 75 960 francs» (art. 5 de l'O du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans la teneur du 30 oct. 2002 – RS **831.441.1**).

<sup>12</sup> Actuellement «3 165 francs» (art. 5 de l'O du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans la teneur du 30 oct. 2002 – RS **831.441.1**).

<sup>13</sup> RS **220**

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS **837.0**).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS **837.0**).

<sup>3</sup> Durant un mois après la fin des rapports avec l'institution de prévoyance, le salarié demeure assuré auprès de l'ancienne institution de prévoyance pour les risques de décès et d'invalidité.<sup>16</sup> Si un rapport de prévoyance existait auparavant, c'est la nouvelle institution de prévoyance qui est compétente.<sup>17</sup>

## Chapitre 2: Obligations de l'employeur en matière de prévoyance

### Art. 11 Affiliation à une institution de prévoyance

<sup>1</sup> Tout employeur occupant des salariés soumis à l'assurance obligatoire doit être affilié à une institution de prévoyance inscrite dans le registre de la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Si l'employeur n'est pas encore affilié à une institution de prévoyance, il en choisira une après entente avec son personnel, ou, si elle existe, avec la représentation des travailleurs.<sup>18</sup>

<sup>3</sup> L'affiliation a lieu avec effet rétroactif.

<sup>3bis</sup> La résiliation de l'affiliation et la réaffiliation à une nouvelle institution de prévoyance par l'employeur s'effectuent après entente avec son personnel, ou, si elle existe, avec la représentation des travailleurs. L'institution de prévoyance doit annoncer la résiliation du contrat d'affiliation à la caisse de compensation de l'AVS compétente.<sup>19</sup>

<sup>3ter</sup> Faute d'entente dans les cas cités aux al. 2 et <sup>3bis</sup>, la décision sera prise par un arbitre neutre désigné soit d'un commun accord, soit, à défaut, par l'autorité de surveillance.<sup>20</sup>

<sup>4</sup> Les caisses de compensation de l'AVS s'assurent que les employeurs qui dépendent d'elles sont affiliés à une institution de prévoyance, et font rapport à l'autorité cantonale de surveillance.

<sup>5</sup> Si l'employeur ne se conforme pas à son obligation, l'autorité cantonale de surveillance le somme de s'affilier dans les six mois à une institution de prévoyance. A l'expiration de ce délai, l'employeur qui n'a pas obtempéré à cette injonction est annoncé à l'institution supplétive (art. 60), pour affiliation.

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS **831.42**).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS **837.0**).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>19</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

**Art. 12** Situation avant l'affiliation

<sup>1</sup> Les salariés et leurs survivants ont droit aux prestations légales même si l'employeur ne s'est pas encore affilié à une institution de prévoyance. Ces prestations sont servies par l'institution supplétive.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'employeur doit à l'institution supplétive non seulement les cotisations arriérées, en principal et intérêts, mais encore une contribution supplémentaire à titre de réparation du dommage.

**Chapitre 3: Prestations d'assurance****Section 1: Prestations de vieillesse****Art. 13** Droit aux prestations

<sup>1</sup> Ont droit à des prestations de vieillesse:

- a. les hommes dès qu'ils ont atteint l'âge de 65 ans;
- b. les femmes dès qu'elles ont atteint l'âge de 62 ans.

<sup>2</sup> En dérogation à l'al. 1, les dispositions réglementaires de l'institution de prévoyance peuvent prévoir que le droit aux prestations de vieillesse prend naissance dès le jour où l'activité lucrative prend fin. Le taux de conversion de la rente (art. 14) sera adapté en conséquence.

**Art. 14** Montant de la rente

<sup>1</sup> La rente de vieillesse est calculée en pour cent de l'avoir de vieillesse acquis par l'assuré au moment où celui-ci atteint l'âge ouvrant le droit à la rente (taux de conversion). Le Conseil fédéral fixe le taux de conversion minimum en se fondant sur des données techniques reconnues.

<sup>2</sup> Avec l'assentiment du Conseil fédéral, les institutions de prévoyance peuvent appliquer un taux de conversion inférieur au taux minimum, à la condition qu'elles consacrent les excédents qui en résultent à l'amélioration des prestations.

**Art. 15** Avoir de vieillesse

<sup>1</sup> L'avoir de vieillesse comprend:

- a. les bonifications de vieillesse afférentes à la période durant laquelle l'assuré a appartenu à l'institution de prévoyance, avec les intérêts;
- b.<sup>21</sup> l'avoir de vieillesse versé par les institutions précédentes et porté au crédit de l'assuré, avec les intérêts.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe le taux d'intérêt minimal en tenant compte des possibilités de placement.

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS 831.42).

**Art. 16** Bonifications de vieillesse

Les bonifications de vieillesse sont calculées annuellement en pour-cent du salaire coordonné. Les taux suivants sont appliqués:

Age		Taux en pour-cent du salaire coordonné
Hommes	Femmes	
de 25 à 34	de 25 à 31	7
de 35 à 44	de 32 à 41	10
de 45 à 54	de 42 à 51	15
de 55 à 65	de 52 à 62	18

**Art. 17** Rente pour enfant

Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse ont droit à une rente complémentaire pour chaque enfant qui, à leur décès, aurait droit à une rente d'orphelin; le montant de la rente pour enfant équivaut à celui de la rente d'orphelin.

**Section 2: Prestations pour survivants****Art. 18** Conditions

Des prestations pour survivants ne sont dues que:

- a. si le défunt était assuré au moment de son décès ou lorsqu'est survenue l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine du décès, ou
- b. s'il recevait de l'institution de prévoyance, au moment de son décès, une rente de vieillesse ou d'invalidité.

**Art. 19** Veuves

<sup>1</sup> La veuve a droit à une rente de veuve si, au décès du conjoint, elle remplit l'une ou l'autre des conditions suivantes:

- a. elle a un ou plusieurs enfants à charge;
- b. elle a atteint l'âge de 45 ans et le mariage a duré au moins cinq ans.

<sup>2</sup> La veuve qui ne remplit ni l'une ni l'autre de ces conditions a droit à une allocation unique égale à trois rentes annuelles.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral définit le droit de la femme divorcée à des prestations de survivants.

**Art. 20** Orphelins

Les enfants du défunt ont droit à une rente d'orphelin; il en va de même des enfants recueillis lorsque le défunt était tenu de pourvoir à leur entretien.

**Art. 21** Montant de la rente

<sup>1</sup> Lors du décès d'un assuré, la rente de veuve s'élève à 60 % et celle d'orphelin à 20 % de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré.

<sup>2</sup> Lors du décès du bénéficiaire d'une rente de vieillesse ou d'invalidité, la rente de veuve s'élève à 60 % et la rente d'orphelin à 20 % de la rente de vieillesse ou de la rente d'invalidité entière.

**Art. 22** Début et fin du droit aux prestations

<sup>1</sup> Le droit des survivants aux prestations prend naissance au décès de l'assuré, mais au plus tôt quand cesse le droit au plein salaire.

<sup>2</sup> Le droit aux prestations pour veuve s'éteint au remariage ou au décès de la veuve.

<sup>3</sup> Le droit aux prestations pour orphelin s'éteint au décès de l'orphelin ou dès que celui-ci a atteint l'âge de 18 ans. Il subsiste, jusqu'à l'âge de 25 ans au plus, dans les cas suivants:

- a. tant que l'orphelin fait un apprentissage ou des études;
- b. tant que l'orphelin, invalide à raison des deux tiers au moins, n'est pas encore capable d'exercer une activité lucrative.

**Section 3: Prestations d'invalidité****Art. 23** Droit aux prestations

Ont droit à des prestations d'invalidité les personnes qui sont invalides à raison de 50 % au moins au sens de l'AI, et qui étaient assurées lorsqu'est survenue l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité.

**Art. 24** Montant de la rente

<sup>1</sup> L'assuré a droit à une rente entière d'invalidité s'il est invalide à raison des deux tiers au moins, au sens de l'AI, et à une demi-rente s'il est invalide à raison de 50 % au moins.

<sup>2</sup> La rente d'invalidité est calculée selon le même taux de conversion que la rente de vieillesse. L'avoir de vieillesse déterminant comprend alors:

- a. l'avoir de vieillesse acquis par l'assuré à la naissance du droit à la rente d'invalidité;
- b. la somme des bonifications de vieillesse afférentes aux années futures, sans les intérêts.

<sup>3</sup> Les bonifications de vieillesse afférentes aux années futures sont calculées sur la base du salaire coordonné de l'assuré durant la dernière année d'assurance auprès de l'institution de prévoyance.

#### **Art. 25** Rente pour enfant

Les bénéficiaires d'une rente d'invalidité ont droit à une rente complémentaire pour chaque enfant qui, à leur décès, aurait droit à une rente d'orphelin; le montant de la rente équivaut à celui de la rente d'orphelin. La rente pour enfant est calculée selon les mêmes règles que la rente d'invalidité.

#### **Art. 26** Début et fin du droit aux prestations

<sup>1</sup> Les dispositions de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité<sup>22</sup> (art. 29 LAI) s'appliquent par analogie à la naissance du droit aux prestations d'invalidité.<sup>23</sup>

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance peut prévoir, dans ses dispositions réglementaires, que le droit aux prestations est différé aussi longtemps que l'assuré reçoit un salaire entier.

<sup>3</sup> Le droit aux prestations s'éteint au décès du bénéficiaire ou dès la disparition de l'invalidité. Pour les assurés qui sont astreints à l'assurance obligatoire selon l'art. 2, al. 1<sup>bis</sup>, ou qui poursuivent volontairement leur prévoyance selon l'art. 47, al. 2, la rente-invalidité s'éteint au plus tard lors de la naissance du droit à une prestation de vieillesse (art. 13, al. 1).<sup>24</sup>

## **Chapitre 4: Prestation de libre passage et encouragement à la propriété du logement<sup>25</sup>**

### **Section 1:<sup>26</sup> Prestation de libre passage**

#### **Art. 27<sup>27</sup>**

La LFLP<sup>28</sup> est applicable pour la prestation de libre passage.

<sup>22</sup> RS **831.20**

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de la LF du 9 oct. 1986 (2<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21).

<sup>24</sup> Phrase introduite par l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS **837.0**).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RO **1994** 2372).

<sup>26</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RO **1994** 2372).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS **831.42**).

<sup>28</sup> RS **831.42**



**Art. 28 à 30**<sup>29</sup>**Section 2**<sup>30</sup> **Encouragement à la propriété du logement****Art. 30a** Définition

Par institution de prévoyance au sens de la présente section, on entend toutes les institutions qui sont inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle ainsi que celles qui assurent le maintien de la prévoyance sous une autre forme, définie à l'art. 1 de la LFLP<sup>31</sup>.

**Art. 30b** Mise en gage

L'assuré peut mettre en gage le droit aux prestations de prévoyance ou un montant à concurrence de sa prestation de libre passage conformément à l'art. 331d du code des obligations<sup>32</sup>.

**Art. 30c** Versement anticipé

<sup>1</sup> L'assuré peut, au plus tard trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse, faire valoir auprès de son institution de prévoyance le droit au versement d'un montant pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins.

<sup>2</sup> Les assurés peuvent obtenir, jusqu'à l'âge de 50 ans, un montant jusqu'à concurrence de leur prestation de libre passage. Les assurés âgés de plus de 50 ans peuvent obtenir au maximum la prestation de libre passage à laquelle ils avaient droit à l'âge de 50 ans ou la moitié de la prestation de libre passage à laquelle ils ont droit au moment du versement.

<sup>3</sup> L'assuré peut également faire valoir le droit au versement de ce montant pour acquérir des parts d'une coopérative de construction et d'habitation ou s'engager dans des formes similaires de participation s'il utilise personnellement le logement cofinancé de la sorte.

<sup>4</sup> Le versement entraîne simultanément une réduction des prestations de prévoyance calculée d'après les règlements de prévoyance et les bases techniques des institutions de prévoyance respectives. Afin d'éviter que la couverture ne soit restreinte par la diminution des prestations en cas de décès ou d'invalidité, l'institution de prévoyance offre elle-même une assurance complémentaire ou fait office d'intermédiaire pour la conclusion d'une telle assurance.

<sup>29</sup> Abrogés par le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage (RS 831.42).

<sup>30</sup> Introduite par le ch. 1 de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RO 1994 2372).

<sup>31</sup> RS 831.42

<sup>32</sup> RS 220

<sup>5</sup> Lorsque l'assuré est marié, le versement n'est autorisé que si le conjoint donne son consentement écrit. S'il n'est pas possible de recueillir ce consentement ou s'il est refusé, l'assuré peut en appeler au tribunal.

<sup>6</sup> Lorsque les époux divorcent avant la survenance d'un cas de prévoyance, le versement anticipé est considéré comme une prestation de libre passage et est partagé conformément aux art. 122, 123 et 141 du code civil suisse<sup>33</sup>, et à l'art. 22 de la LFLP<sup>34, 35</sup>

<sup>7</sup> Si le versement anticipé ou la mise en gage remettent en question les liquidités de l'institution de prévoyance, celle-ci peut différer l'exécution des demandes y relatives. L'institution de prévoyance fixe dans son règlement un ordre de priorités pour l'ajournement de ces versements anticipés ou de ces mises en gage. Le Conseil fédéral règle les modalités.

#### **Art. 30d** Remboursement

<sup>1</sup> L'assuré ou ses héritiers doivent rembourser le montant perçu à l'institution de prévoyance si:

- a. le logement en propriété est vendu;
- b. des droits équivalant économiquement à une aliénation sont concédés sur le logement en propriété;
- c. aucune prestation de prévoyance n'est exigible en cas de décès de l'assuré.

<sup>2</sup> L'assuré peut rembourser en tout temps le montant perçu, à condition de respecter les dispositions fixées à l'al. 3.

<sup>3</sup> Le remboursement est autorisé:

- a. jusqu'à trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse;
- b. jusqu'à la survenance d'un autre cas de prévoyance;
- c. jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage.

<sup>4</sup> Si, dans un délai de deux ans, l'assuré entend investir à nouveau dans la propriété de son logement le produit de vente du logement équivalant au versement anticipé, il peut transférer ce montant à une institution de libre passage.

<sup>5</sup> En cas de vente du logement, l'obligation de rembourser se limite au produit réalisé. Par produit, on entend le prix de vente, déduction faite des dettes hypothécaires et des charges légales supportées par le vendeur.

<sup>6</sup> En cas de remboursement du versement anticipé à l'institution de prévoyance, celle-ci doit reconnaître à l'assuré un droit à des prestations proportionnellement plus élevées, déterminé par son règlement.

<sup>33</sup> RS 210

<sup>34</sup> RS 831.42

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à la LF du 26 juin 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2000 (RO 1999 1118 1142; FF 1996 I 1).

**Art. 30e** Garantie du but de la prévoyance

<sup>1</sup> L'assuré ou ses héritiers ne peuvent vendre le logement en propriété que sous réserve de l'art. 30d. Est également considérée comme vente la cession de droits qui équivalent économiquement à une aliénation. N'est en revanche pas une aliénation le transfert de propriété du logement à un bénéficiaire au sens du droit de la prévoyance. Celui-ci est cependant soumis à la même restriction du droit d'aliéner que l'assuré.

<sup>2</sup> Cette restriction du droit d'aliéner au sens de l'al. 1 doit être mentionnée au registre foncier. L'institution de prévoyance est tenue d'en requérir la mention au registre foncier lors du versement anticipé ou lors de la réalisation du gage grevant l'avoir de prévoyance.

<sup>3</sup> La mention peut être radiée:

- a. trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse;
- b. après la survenance d'un autre cas de prévoyance;
- c. en cas de paiement en espèces de la prestation de libre passage ou
- d. lorsqu'il est établi que le montant investi dans la propriété du logement a été transféré selon l'art. 30d à l'institution de prévoyance de l'assuré ou à une institution de libre passage.

<sup>4</sup> Si l'assuré utilise le versement anticipé pour acquérir des parts de coopératives de construction et d'habitation ou s'engager dans des formes similaires de participation, il doit les remettre en dépôt pour garantir le but de prévoyance.

<sup>5</sup> L'assuré domicilié à l'étranger doit démontrer de manière probante, avant le versement anticipé ou la mise en gage de l'avoir de prévoyance, qu'il utilise les fonds de la prévoyance professionnelle pour la propriété de son logement.

<sup>6</sup> L'obligation et le droit de rembourser subsistent jusqu'à trois ans avant la naissance du droit à la rente de vieillesse, jusqu'à la survenance d'un autre cas de prévoyance ou jusqu'au paiement en espèces.

**Art. 30f** Dispositions d'exécution

Le Conseil fédéral détermine:

- a. les buts pour lesquels l'utilisation est autorisée ainsi que la notion de «propriété d'un logement pour ses propres besoins» (art. 30c, al. 1);
- b. les conditions à remplir pour acquérir des parts d'une coopérative de construction et d'habitation ou s'engager dans des formes similaires de participation (art. 30c, al. 3);
- c. le montant minimal du versement (art. 30c, al. 1);
- d. les modalités de la mise en gage, du versement anticipé, du remboursement et de la garantie du but de la prévoyance (art. 30b à 30e);
- e. l'obligation incombant aux institutions de prévoyance, en cas de mise en gage ou de versement anticipé, d'informer les assurés des conséquences sur leurs prestations de prévoyance, de la possibilité de conclure une assurance

complémentaire pour les risques de décès ou d'invalidité et des répercussions fiscales.

## Chapitre 5: Génération d'entrée

### Art. 31 Principe

Font partie de la génération d'entrée les personnes qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont plus de 25 ans et n'ont pas encore atteint l'âge ouvrant droit à la rente.

### Art. 32 Dispositions spéciales des institutions de prévoyance

<sup>1</sup> Chaque institution de prévoyance est tenue, dans les limites de ses possibilités financières, d'établir des dispositions spéciales pour la génération d'entrée en favorisant notamment les assurés d'un certain âge et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ne disposent que de revenus modestes.

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance pourra tenir compte des prestations auxquelles des assurés ont droit en vertu de mesures de prévoyance prises antérieurement à la présente loi.

### Art. 33 Prestations minimales pendant la période transitoire

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral définit les prestations minimales dues dans les cas d'assurance qui surviennent au cours de la période transitoire. Il fixe la durée de celle-ci, conformément à l'art. 11, al. 2, des dispositions transitoires de la constitution fédérale<sup>36</sup> et prend plus particulièrement en considération les assurés à revenus modestes.<sup>37</sup>

<sup>2</sup> Ces prestations minimales doivent être financées au moyen des ressources destinées à des mesures spéciales conformément à l'art. 70.

## Chapitre 6: Dispositions communes s'appliquant aux prestations

### Art. 34 Montant des prestations dans les cas spéciaux

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral règle le mode de calcul des prestations dans les cas spéciaux, notamment:

- a. lorsque l'année d'assurance déterminante selon l'art. 24, al. 3, n'est pas complète ou que l'assuré n'a pas joui, durant cette période, de sa pleine capacité de gain;

<sup>36</sup> [RS 1 3]. A la disposition mentionnée correspond actuellement le ch. 11 de l'art. 196 de la cst. du 18 avril 1999 (RS 101).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 (RO 1994 904; FF 1993 IV 253).

- b. lorsqu'en vertu de la présente loi, l'assuré reçoit déjà une rente d'invalidité lors de la survenance du nouveau cas d'assurance, ou a déjà touché antérieurement des prestations d'invalidité.

2 ...<sup>38</sup>

**Art. 34a**<sup>39</sup> Coordination et prise en charge provisoire des prestations

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions afin d'empêcher que le cumul de prestations ne procure un avantage injustifié à l'assuré ou à ses survivants.

<sup>2</sup> En cas de concours de prestations prévues par la présente loi avec des prestations prévues par d'autres assurances sociales, l'art. 66, al. 2, de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)<sup>40</sup> est applicable. Les prestations prévues par la présente loi ne peuvent pas être réduites lorsque l'assurance militaire verse des rentes au conjoint et aux orphelins et que leurs prestations de prévoyance sont insuffisantes au sens de l'art. 54 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire<sup>41</sup>.

<sup>3</sup> Les art. 70 et 71 LPGA s'appliquent à la prise en charge provisoire des prestations.

**Art. 35** Réduction des prestations pour faute grave

Lorsque l'AVS/AI réduit, retire ou refuse ses prestations parce que le décès ou l'invalidité de l'assuré a été provoqué par une faute grave de l'ayant droit ou que l'assuré s'oppose à une mesure de réadaptation de l'AI, l'institution de prévoyance peut réduire ses prestations dans la même proportion.

**Art. 36** Adaptation à l'évolution des prix

<sup>1</sup> Les rentes de survivants et d'invalidité en cours depuis plus de trois ans doivent être adaptées à l'évolution des prix, conformément aux prescriptions édictées par le Conseil fédéral; cette règle vaut jusqu'au jour où le bénéficiaire a atteint l'âge de 65 ans (hommes) ou 62 ans (femmes).

<sup>2</sup> Dans les limites de ses possibilités financières, l'institution de prévoyance est tenue d'établir des dispositions en vue d'adapter les autres rentes en cours à l'évolution des prix.

**Art. 37** Forme des prestations

<sup>1</sup> En règle générale, les prestations de vieillesse, pour survivants et d'invalidité sont allouées sous forme de rente.

<sup>38</sup> Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.1).

<sup>39</sup> Introduit par le ch. 10 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>40</sup> RS 830.1

<sup>41</sup> RS 833.1

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance peut allouer une prestation en capital en lieu et place de la rente lorsque celle-ci est inférieure à 10 % de la rente simple minimale de vieillesse de l'AVS, dans le cas d'une rente de vieillesse ou d'invalidité, à 6 % dans le cas d'une rente de veuve, ou à 2 % dans le cas d'une rente d'orphelin.

<sup>3</sup> Lorsque les dispositions réglementaires de l'institution de prévoyance le prévoient, l'ayant droit peut exiger une prestation en capital au lieu de la rente de vieillesse, de veuve ou d'invalidité. S'il s'agit de prestations de vieillesse, l'assuré doit faire connaître sa volonté trois ans au moins avant la naissance du droit.

<sup>4</sup> ...<sup>42</sup>

### **Art. 38** Paiement de la rente

En règle générale, la rente est versée mensuellement. Elle est payée entièrement pour le mois au cours duquel le droit s'éteint.

### **Art. 39** Cession, mise en gage et compensation

<sup>1</sup> Le droit aux prestations ne peut être ni cédé ni mis en gage aussi longtemps que celles-ci ne sont pas exigibles. L'art. 30b est réservé.<sup>43</sup>

<sup>2</sup> Le droit aux prestations ne peut être compensé avec des créances cédées par l'employeur à l'institution de prévoyance que si ces créances ont pour objet des cotisations non déduites du salaire.

<sup>3</sup> Tout acte juridique contraire à ces dispositions est nul.

### **Art. 40**<sup>44</sup>

### **Art. 41** Prescription

<sup>1</sup> Les actions en recouvrement de créances se prescrivent par cinq ans quand elles portent sur des cotisations ou des prestations périodiques, par dix ans dans les autres cas. Les art. 129 à 142 du code des obligations<sup>45</sup> sont applicables.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique aussi aux actions fondées sur les contrats conclus entre institutions de prévoyance et institutions d'assurance soumises à la surveillance des assurances.

<sup>42</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle (RO 1994 2372).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RO 1994 2372).

<sup>44</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle (RO 1994 2372).

<sup>45</sup> RS 220

## **Titre deuxième: Assurance obligatoire des indépendants**

### **Art. 42** Couverture de la vieillesse, du décès et de l'invalidité

Lorsque l'assurance obligatoire couvre la vieillesse, le décès et l'invalidité, les dispositions régissant l'assurance obligatoire des salariés s'appliquent par analogie.

### **Art. 43** Couverture limitée à certains risques

<sup>1</sup> Lorsque l'assurance obligatoire ne couvre que les risques de décès et d'invalidité, le Conseil fédéral peut admettre un système de prestations différent de celui prévu par l'assurance obligatoire des salariés.

<sup>2</sup> Les dispositions relatives au fond de garantie ne sont pas applicables.

## **Titre troisième: Assurance facultative**

### **Chapitre premier: Indépendants**

#### **Art. 44** Le droit de s'assurer

<sup>1</sup> Les indépendants peuvent se faire assurer auprès de l'institution de prévoyance qui assure leurs salariés ou dont ils relèvent à raison de leur profession.

<sup>2</sup> L'indépendant qui n'a pas accès à une institution de prévoyance a le droit de se faire assurer auprès de l'institution supplétive.

#### **Art. 45** Réserve

<sup>1</sup> La couverture des risques de décès et d'invalidité peut faire l'objet d'une réserve pour raison de santé durant trois ans au plus.

<sup>2</sup> Une telle réserve n'est pas admissible si l'indépendant s'assure à titre facultatif moins d'une année après avoir été soumis à l'assurance obligatoire pendant au moins six mois.

## **Chapitre 2: Salariés**

### **Art. 46** Activité lucrative au service de plusieurs employeurs

<sup>1</sup> Tout salarié au service de plusieurs employeurs, dont le salaire annuel total dépasse 14 880 francs<sup>46</sup>, peut, s'il n'est pas déjà obligatoirement assuré se faire assurer à titre facultatif auprès de l'institution supplétive ou de l'institution de prévoyance à laquelle est affilié l'un de ses employeurs, si les dispositions réglementaires de celle-ci le prévoient.

<sup>46</sup> Actuellement «25 320 francs» (art. 5 de l'O du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans la teneur du 30 oct. 2002 – RS 831.441.1).

<sup>2</sup> Lorsqu'il est déjà assuré obligatoirement auprès d'une institution de prévoyance, le salarié peut contracter auprès d'elle, si les dispositions réglementaires ne s'y opposent pas, ou auprès de l'institution supplétive, une assurance complémentaire pour le salaire versé par les autres employeurs.

<sup>3</sup> Le salarié qui paie directement des cotisations à l'institution de prévoyance a droit au remboursement par chaque employeur de la moitié des cotisations afférentes au salaire qu'il lui a versé. Une attestation de l'institution de prévoyance indiquera le montant de la contribution due par l'employeur.

<sup>4</sup> A la demande du salarié, l'institution de prévoyance se chargera de recouvrer les créances auprès des employeurs.

#### **Art. 47<sup>47</sup>** Interruption de l'assurance obligatoire

<sup>1</sup> L'assuré qui cesse d'être assujéti à l'assurance obligatoire peut maintenir sa prévoyance professionnelle ou sa seule prévoyance vieillesse, dans la même mesure que précédemment, soit auprès de la même institution de prévoyance, si les dispositions réglementaires le permettent, soit auprès de l'institution supplétive.

<sup>2</sup> L'assuré qui n'est plus soumis à l'assurance obligatoire selon l'art. 2, al. 1<sup>bis</sup>, peut maintenir la prévoyance contre les risques de décès et d'invalidité dans la même mesure que précédemment auprès de l'institution supplétive.

## **Troisième partie: Organisation**

### **Titre premier: Institutions de prévoyance**

#### **Art. 48** Enregistrement

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance qui entendent participer à l'application du régime de l'assurance obligatoire se feront inscrire dans le registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'autorité de surveillance dont elles relèvent (art. 61).

<sup>2</sup> Les institutions de prévoyance enregistrées doivent revêtir la forme d'une fondation ou d'une société coopérative, ou être une institution de droit public. Elles doivent allouer des prestations répondant aux prescriptions sur l'assurance obligatoire et être organisées, financées et administrées conformément à la présente loi.

#### **Art. 49** Compétence propre

<sup>1</sup> Dans les limites de la présente loi, les institutions de prévoyance peuvent adopter le régime de prestations, le mode de financement et l'organisation qui leur conviennent.

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS 837.0).



<sup>2</sup> Lorsqu'une institution de prévoyance étend la prévoyance au-delà des prestations minimales, seules s'appliquent à la prévoyance plus étendue les dispositions régissant:

1. la définition et les principes de la prévoyance professionnelle et le salaire ou le revenu assuré (art. 1),
2. les versements supplémentaires pour la retraite anticipée (art. 13a, al. 8<sup>48</sup>),
3. les bénéficiaires de prestations de survivants (art. 20a),
4. la restitution des prestations indûment touchées (art. 35a),
5. l'adaptation à l'évolution des prix (art. 36, al. 2 et 3),
6. la prescription des droits et la conservation des pièces (art. 41),
7. la gestion paritaire (art. 51),
8. la responsabilité (art. 52),
9. le contrôle (art. 53),
10. les conflits d'intérêts (art. 53a),
11. la liquidation partielle ou totale (art. 53b à 53d),
12. la résiliation de contrats (art. 53e),
13. le fonds de garantie (art. 56, al. 1, let. c, al. 2 à 5, art. 56a, 57 et 59),
14. la surveillance (art. 61, 62 et 64),
15. les émoluments (art. 63a),
16. la sécurité financière (art. 65, al. 1 et 3, art. 66, al. 4, art. 67 et 69),
17. la transparence (art. 65a),
18. les réserves (art. 65b),
19. les contrats d'assurance entre institutions de prévoyance et institutions d'assurance (art. 68, al. 3 et 4),
20. la participation aux excédents résultant des contrats d'assurance (art. 68a),
21. l'administration de la fortune (art. 71),
22. le contentieux (art. 73 et 74),
23. les dispositions pénales (art. 75 à 79),
24. le rachat (art. 79b),
25. le salaire et le revenu assurable (art. 79c),
26. l'information des assurés (art. 86b).<sup>49</sup>

<sup>48</sup> L'art. 13a entre en vigueur en même temps que la modification de la LAVS du 3 oct. 2003 (11<sup>e</sup> révision de l'AVS - FF **2003** 6073).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 pour les ch. 7 à 9, 12 à 14, 16 (à l'exception de l'art. 66, al. 4), 17, 19 à 23 et 26, depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 pour les ch. 3 à 6, 10, 11, 15, 16 (art. 66 al. 4), 18, depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 pour les ch. 1, 24 et 25 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

**Art. 50** Dispositions réglementaires

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance établiront des dispositions sur:

- a. les prestations;
- b. l'organisation;
- c. l'administration et le financement;
- d. le contrôle;
- e. les rapports avec les employeurs, les assurés et les ayants droit.

<sup>2</sup> Ces dispositions peuvent figurer dans l'acte constitutif, dans les statuts, dans le règlement ou, s'il s'agit d'une institution de droit public, être édictées par la Confédération, le canton ou la commune.

<sup>3</sup> Les dispositions de la présente loi priment les dispositions établies par l'institution de prévoyance. Si toutefois l'institution de prévoyance pouvait admettre de bonne foi qu'une de ces dispositions réglementaires était conforme à la loi, celle-ci n'est pas applicable rétroactivement.

**Art. 51** Gestion paritaire

<sup>1</sup> Salariés et employeurs ont le droit de désigner le même nombre de représentants dans l'organe suprême de l'institution de prévoyance.<sup>50</sup>

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance doit garantir le bon fonctionnement de la gestion paritaire. A cet effet, il y a lieu notamment de régler:

- a. la désignation des représentants des assurés;
- b. la représentation des différentes catégories de salariés en veillant à ce qu'elle soit équitable;
- c. la gestion paritaire de la fortune;
- d. la procédure à suivre en cas d'égalité des voix.

<sup>3</sup> Les assurés désignent leurs représentants directement ou par l'intermédiaire de délégués. Si tel ne peut être le cas en raison de la structure de l'institution de prévoyance, notamment dans les institutions collectives, l'autorité de surveillance peut admettre un autre mode de représentation. La présidence de l'organe paritaire est assurée à tour de rôle par un représentant des salariés et un représentant de l'employeur. L'organe paritaire peut toutefois prévoir un autre mode d'attribution de la présidence.<sup>51</sup>

<sup>4</sup> Si la procédure à suivre en cas d'égalité des voix n'est pas encore réglée, le différend sera tranché par un arbitre neutre, désigné d'un commun accord. A défaut d'entente sur la personne de l'arbitre, celui-ci sera désigné par l'autorité de surveillance.

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>5</sup> Lorsque les dispositions d'une institution de prévoyance sont édictées par la Confédération, le canton ou la commune, conformément à l'art. 50, al. 2, l'organe paritaire sera consulté préalablement.

<sup>6</sup> L'institution de prévoyance doit garantir la formation initiale et continue des représentants des salariés et de l'employeur dans l'organe paritaire suprême, de façon qu'ils puissent assumer pleinement leurs tâches de direction.<sup>52</sup>

<sup>7</sup> L'institution de prévoyance peut être tenue par le membre de son organe paritaire suprême de verser une indemnité équitable pour la participation à des séances et à des cours de formation.<sup>53</sup>

#### **Art. 52** Responsabilité

Les personnes chargées de l'administration, de la gestion ou du contrôle de l'institution de prévoyance répondent du dommage qu'elles lui causent intentionnellement ou par négligence.

#### **Art. 53** Contrôle

<sup>1</sup> L'institution de prévoyance désigne un organe de contrôle qui vérifie chaque année la gestion, les comptes et les placements.

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance chargera un expert agréé en matière de prévoyance professionnelle de déterminer périodiquement:

- a. si l'institution de prévoyance offre en tout temps la garantie qu'elle peut remplir ses engagements;
- b. si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales.

<sup>3</sup> L'al. 2, let. a, ne s'applique pas aux institutions de prévoyance soumises à la surveillance des assurances.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral fixe les conditions auxquelles doivent satisfaire les organes de contrôle et les experts agréés, de manière à garantir qu'ils exercent leurs fonctions convenablement.

#### **Art. 53a**<sup>54</sup> Dispositions d'exécution du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral édicte des dispositions:

- a. pour empêcher les conflits d'intérêt entre les destinataires et les gestionnaires de fortune;

<sup>52</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>53</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>54</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

- b. sur les exigences auxquelles doivent satisfaire les personnes qui gèrent les placements et l'administration de la fortune;
- c. sur l'obligation de publier les avantages financiers de ces personnes, obtenus en relation avec leur activité pour les institutions de prévoyance.

**Art. 53b<sup>55</sup>** Liquidation partielle

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance fixent dans leurs règlements les conditions et la procédure de liquidation partielle. Les conditions pour une liquidation partielle sont présumées remplies lorsque:

- a. l'effectif du personnel subit une réduction considérable;
- b. une entreprise est restructurée;
- c. le contrat d'affiliation est résilié.

<sup>2</sup> Les prescriptions réglementaires concernant les conditions et la procédure de liquidation partielle doivent être approuvées par l'autorité de surveillance.

**Art. 53c<sup>56</sup>** Liquidation totale

Lors de la dissolution d'une institution de prévoyance (liquidation totale), l'autorité de surveillance décide si les conditions et la procédure sont observées et approuve le plan de répartition.

**Art. 53d<sup>57</sup>** Procédure en cas de liquidation partielle ou totale

<sup>1</sup> Lors de la liquidation partielle ou totale de l'institution de prévoyance, le principe de l'égalité de traitement et les principes techniques reconnus doivent être respectés. Le Conseil fédéral définit les principes.

<sup>2</sup> Les fonds libres doivent être calculés en fonction de la fortune, dont les éléments sont évalués sur la base des valeurs de revente.

<sup>3</sup> Les institutions de prévoyance qui doivent respecter le principe de l'établissement du bilan en caisse fermée peuvent déduire proportionnellement les découverts techniques pour autant que cela ne contribue pas à réduire l'avoir de vieillesse (art. 15).

<sup>4</sup> L'organe paritaire désigné ou l'organe compétent fixe, dans le cadre des dispositions légales et du règlement:

- a. le moment exact de la liquidation;
- b. les fonds libres et la part à répartir lors de la liquidation;

<sup>55</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>56</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>57</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

- c. le montant du découvert et la répartition de celui-ci;
- d. le plan de répartition.

<sup>5</sup> L'institution de prévoyance informe les assurés et les bénéficiaires de rentes sur la liquidation partielle ou totale de manière complète et en temps utile. Elle leur permet notamment de consulter le plan de répartition.

<sup>6</sup> Les assurés et les bénéficiaires de rentes ont le droit de faire vérifier par l'autorité de surveillance compétente les conditions, la procédure et le plan de répartition et de leur demander de rendre une décision. Un recours contre la décision de l'autorité de surveillance n'a d'effet suspensif que si le président de la commission de recours le décide, d'office ou sur requête du recourant. En l'absence d'effet suspensif, la décision de la commission de recours n'a d'effet qu'à l'avantage ou au détriment du recourant. L'art. 74 est applicable pour le surplus.

#### **Art. 53<sup>e</sup>58** Résiliation des contrats

<sup>1</sup> Lors de résiliations de contrats entre des institutions d'assurance et des institutions de prévoyance soumises à la LFLP<sup>59</sup>, il existe un droit à la réserve mathématique.

<sup>2</sup> Le droit défini à l'al. 1 est augmenté d'une participation proportionnelle aux excédents; les coûts du rachat sont toutefois déduits. L'institution d'assurance doit fournir à l'institution de prévoyance un décompte détaillé et compréhensible.

<sup>3</sup> Par coûts du rachat, on entend le risque d'intérêt. Ils ne peuvent être déduits si le contrat a duré cinq ans au moins. Dans tous les cas, l'avoir de vieillesse selon l'art. 15 est garanti, même si le contrat a duré moins de cinq ans.

<sup>4</sup> Si l'employeur résilie le contrat d'affiliation avec son institution de prévoyance, le maintien des rentiers dans l'actuelle institution de prévoyance ou leur transfert à la nouvelle institution est réglé par accord entre l'ancienne institution de prévoyance et la nouvelle, dans la mesure où ledit contrat d'adhésion ne prévoit pas de règle particulière pour ce cas. En l'absence de règle ou si aucun accord n'est conclu entre l'ancienne institution de prévoyance et la nouvelle, les rentiers restent affiliés à la première.

<sup>5</sup> Si l'institution de prévoyance résilie le contrat d'affiliation avec l'employeur, le maintien des rentiers dans l'actuelle institution ou leur transfert à la nouvelle institution est réglé par accord entre l'ancienne institution de prévoyance et la nouvelle. En l'absence d'accord, les rentiers restent affiliés à l'ancienne institution de prévoyance.

<sup>6</sup> Si les rentiers restent affiliés à l'ancienne institution, le contrat d'affiliation concernant les rentiers est maintenu. Cette règle s'applique aussi aux cas d'invalidité déclarés après la résiliation du contrat d'affiliation lorsque l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité est survenue avant la résiliation du contrat d'affiliation.

<sup>58</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO 2004 1677 1700; FF 2000 2495).

<sup>59</sup> RS 831.42

<sup>7</sup> Si l'insolvabilité de l'employeur entraîne la résiliation du contrat d'affiliation, le Conseil fédéral règle l'appartenance des rentiers.

<sup>8</sup> Le Conseil fédéral règle les détails, en particulier les exigences pour la justification des coûts et le calcul de la réserve mathématique.

## **Titre deuxième: Fonds de garantie et institution supplétive**

### **Chapitre 1: Supports juridiques**

#### **Art. 54**           Création

<sup>1</sup> Les organisations faïtières des salariés et des employeurs créent deux fondations qui seront gérées paritairement.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral charge ces fondations:

- a. l'une de fonctionner comme fonds de garantie;
- b. l'autre d'assumer les attributions de l'institution supplétive.

<sup>3</sup> Si les organisations faïtières des salariés et des employeurs ne parviennent pas à instituer ensemble une fondation, le Conseil fédéral en provoquera lui-même la création.

<sup>4</sup> Les fondations sont réputées autorités au sens de l'art. 1, al. 2, let. e, de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>60</sup>.

#### **Art. 55**           Conseils de fondation

<sup>1</sup> Les conseils de fondation se composent d'un nombre égal de représentants des employeurs et des salariés. Le secteur public y sera représenté de manière équitable. Les conseils de fondation pourront faire appel à un président neutre.

<sup>2</sup> Les membres des conseils de fondation seront élus pour une période administrative de quatre ans.

<sup>3</sup> Les conseils de fondation se constituent eux-mêmes et établissent les règlements sur l'organisation des fondations. Ils surveillent la gestion de celles-ci et chargent du contrôle un bureau de revision indépendant.

<sup>4</sup> Chaque conseil de fondation désigne un organe de direction qui gère la fondation et la représente.

<sup>60</sup> RS 172.021

## Chapitre 2: Fonds de garantie

### Art. 56<sup>61</sup> Tâches

<sup>1</sup> Le fonds de garantie assume les tâches suivantes:

- a. il verse des subsides aux institutions de prévoyance dont la structure d'âge est défavorable;
- b.<sup>62</sup> il garantit les prestations légales dues par des institutions de prévoyance devenues insolvable ou, lorsqu'il s'agit d'avoirs oubliés, par des institutions liquidées;
- c. il garantit les prestations réglementaires qui vont au-delà des prestations légales et qui sont dues par des institutions de prévoyance devenues insolvable, pour autant que ces prestations reposent sur des rapports de prévoyance auxquels la LFLP<sup>63</sup> est applicable;
- d. il dédommage l'institution supplétive pour les coûts dus aux activités exercées conformément aux art. 60, al. 2, de la présente loi et 4, al. 2, LFLP qui ne peuvent être répercutés sur l'auteur du dommage;
- e. il couvre, en cas de liquidation totale ou partielle survenant pendant les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur de la LFLP, le défaut de capital de couverture qui résulte de l'application de cette loi;
- f.<sup>64</sup> il fait office de Centrale du 2<sup>e</sup> pilier pour la coordination, la transmission et le stockage d'informations relatives aux avoirs de prévoyance, conformément aux art. 24a à 24f/LFLP;
- g.<sup>65</sup> il est, pour l'application de l'art. 89a, l'organisme de liaison dans les relations avec les Etats membres de la Communauté européenne et de l'Association européenne de libre-échange; le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> La garantie visée à l'al. 1, let. c, couvre au plus les prestations calculées sur la base d'un salaire déterminant au sens de la LAVS<sup>66</sup> égal à une fois et demie le montant-limite supérieur prévu à l'art. 8, al. 1, de la présente loi.

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533). Voir aussi l'al. 1 des disp. fin. de cette modification à la fin du présent texte.

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 18 déc. 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999 (RO 1999 1384 1387; FF 1998 4873).

<sup>63</sup> RS 831.42

<sup>64</sup> Introduite par le ch. II 1 de la LF du 18 déc. 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999 (RO 1999 1384 1387; FF 1998 4873).

<sup>65</sup> Introduite par le ch. I 7 de la LF du 8 oct. 1999 sur l'Ac. entre d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la CE et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes (RO 2002 701; FF 1999 5440). Nouvelle teneur selon le ch. I 6 de la LF du 14 déc. 2001 relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Ac. amendant la Conv. instituant l'AELE, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO 2002 685 700; FF 2001 4729).

<sup>66</sup> RS 831.10

<sup>3</sup> Lorsque plusieurs employeurs sans lien économique ou financier étroit entre eux ou plusieurs associations sont affiliés à une institution de prévoyance, le collectif d'assurés devenu insolvable de chaque association est traité en règle générale de la même manière que les institutions de prévoyance insolubles. Il convient d'évaluer séparément l'insolvabilité des collectifs d'assurés. Le Conseil fédéral fixe les modalités d'application.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral définit les conditions préalables auxquelles est subordonné le versement des prestations.

<sup>5</sup> En cas d'abus, le fonds de garantie n'assure aucune garantie des prestations.

<sup>6</sup> Le fonds de garantie tient des comptes séparés pour chacune de ses tâches.

#### **Art. 56a<sup>67</sup>** Recours et droit au remboursement

<sup>1</sup> Le fonds de garantie dispose, à concurrence des prestations garanties, d'un droit de recours contre des personnes responsables de l'insolvabilité de l'institution de prévoyance ou du collectif d'assurés.

<sup>2</sup> Les prestations indûment versées sont remboursées au fonds de garantie.

<sup>3</sup> Le droit au remboursement selon l'al. 2 se prescrit par un an après que le fonds de garantie en a eu connaissance, mais au plus tard par cinq ans après le versement de la prestation. Si le droit à restitution découle d'un acte punissable pour lequel le droit pénal fixe un délai de prescription plus long, ce délai est applicable.

#### **Art. 57<sup>68</sup>** Affiliation au fonds de garantie

Les institutions de prévoyance soumises à la LFLP<sup>69</sup> sont affiliées au fonds de garantie.

#### **Art. 58** Subsidés pour structure d'âge défavorable

<sup>1</sup> L'institution de prévoyance a droit à des subsidés pour structure d'âge défavorable (art. 56, al. 1, let. a), dans la mesure où la somme des bonifications de vieillesse dépasse 14 % de la somme des salaires coordonnés correspondants. Les subsidés sont calculés chaque année sur la base de l'année civile écoulée.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut modifier ce taux si le taux moyen des bonifications de vieillesse s'écarte notablement de 12 % sur le plan national.

<sup>3</sup> Les institutions de prévoyance n'ont droit à des subsidés que si elles assurent l'ensemble du personnel soumis à l'assurance obligatoire au service des employeurs qui leur sont affiliés.

<sup>67</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

<sup>69</sup> RS 831.42



<sup>4</sup> Lorsque plusieurs employeurs sont affiliés à la même institution de prévoyance, les subsides sont calculés séparément pour le personnel de chaque employeur.

<sup>5</sup> Les indépendants ne seront pris en considération, pour le calcul des subsides, que s'ils se sont fait assurer à titre facultatif:

- a. dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi ou le début de leur activité indépendante, ou
- b. sitôt après avoir été soumis à l'assurance obligatoire pendant au moins six mois.

#### **Art. 59<sup>70</sup>**      Financement

<sup>1</sup> Le fonds de garantie est financé par les institutions de prévoyance qui lui sont affiliées.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe les modalités d'application.

<sup>3</sup> Il règle le financement des tâches assumées par le fonds de garantie conformément à l'art. 56, al. 1, let. f.<sup>71</sup>

### **Chapitre 3: Institution supplétive**

#### **Art. 60**

<sup>1</sup> L'institution supplétive est une institution de prévoyance.

<sup>2</sup> Elle est tenue:

- a. d'affilier d'office les employeurs qui ne se conforment pas à l'obligation de s'affilier à une institution de prévoyance;
- b. d'affilier les employeurs qui en font la demande;
- c. d'admettre les personnes qui demandent à se faire assurer à titre facultatif;
- d. de servir les prestations prévues à l'art. 12;
- e.<sup>72</sup> d'affilier l'assurance-chômage et de réaliser la couverture obligatoire des bénéficiaires d'indemnités journalières annoncés par cette assurance.<sup>73</sup>

<sup>3</sup> L'institution supplétive ne doit bénéficier d'aucun privilège pouvant entraîner des distorsions de la concurrence.

<sup>4</sup> L'institution supplétive crée des agences régionales.

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1998 (RO **1996** 3067, **1998** 1573; FF **1996** I 516 533).

<sup>71</sup> Introduit par le ch. II 1 de la LF du 18 déc. 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999 (RO **1999** 1384 1387; FF **1998** 4873).

<sup>72</sup> Introduite par l'art. 117a de la loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (RS **837.0**).

<sup>73</sup> Voir aussi l'al. 2 des disp. fin. mod. 21.6.1996 à la fin du présent texte.

<sup>5</sup> L'institution supplétive gère les comptes de libre passage conformément à l'art. 4, al. 2, de la LFLP<sup>74</sup>. Elle tient à cet effet un compte spécial.<sup>75</sup>

### Titre troisième: Surveillance

#### Art. 61 Autorité de surveillance

<sup>1</sup> Chaque canton désigne une autorité qui exerce la surveillance sur les institutions de prévoyance ayant leur siège sur son territoire.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe dans quelles conditions la surveillance relève de la Confédération.

<sup>3</sup> La législation sur la surveillance des assurances est réservée.

#### Art. 62 Tâches

<sup>1</sup> L'autorité de surveillance s'assure que l'institution de prévoyance ainsi que l'institution qui sert à la prévoyance se conforment aux prescriptions légales; en particulier:<sup>76</sup>

- a. elle vérifie la conformité des dispositions réglementaires avec les prescriptions légales;
- b.<sup>77</sup> elle exige de l'institution de prévoyance et de l'institution qui sert à la prévoyance un rapport annuel, notamment sur leur activité;
- c. elle prend connaissance des rapports de l'organe de contrôle et de l'expert en matière de prévoyance professionnelle;
- d. elle prend les mesures propres à éliminer les insuffisances constatées;
- e.<sup>78</sup> elle connaît des contestations relatives au droit de l'assuré d'être informé conformément aux art. 65a et 86b, al. 2; cette procédure est en principe gratuite pour les assurés.

<sup>2</sup> Elle exerce aussi pour les fondations les attributions prévues par les art. 84, al. 2, 85 et 86 du code civil suisse<sup>79</sup>.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions concernant l'approbation, par les autorités de surveillance, de fusions et de transformations ainsi que l'exercice de la

<sup>74</sup> RS 831.42

<sup>75</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS 831.42).

<sup>76</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO 2004 1677 1700; FF 2000 2495).

<sup>77</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO 2004 1677 1700; FF 2000 2495).

<sup>78</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO 2004 1677 1700; FF 2000 2495).

<sup>79</sup> RS 210

surveillance lors de liquidations et de liquidations partielles d'institutions de prévoyance.<sup>80</sup>

**Art. 63** Surveillance du fonds de garantie et de l'institution supplétive

<sup>1</sup> Le fonds de garantie et l'institution supplétive sont placés sous la surveillance de la Confédération.

<sup>2</sup> Les actes constitutifs et les dispositions réglementaires seront soumis à l'approbation du Conseil fédéral. Les rapports et comptes annuels seront portés à sa connaissance.

<sup>3</sup> ...<sup>81</sup>

**Art. 64** Haute surveillance

<sup>1</sup> Les autorités de surveillance sont placées sous la haute surveillance du Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut leur adresser des directives.

## Quatrième partie: Financement des institutions de prévoyance

**Art. 65** Principe

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance doivent offrir en tout temps la garantie qu'elles peuvent remplir leurs engagements.

<sup>2</sup> Elles régleront leur système de cotisations et leur financement de telle manière que les prestations prévues par la présente loi puissent être fournies dès qu'elles sont exigibles.

<sup>3</sup> Les frais d'administration des institutions de prévoyance sont portés au compte d'exploitation. Le Conseil fédéral édicte des dispositions relatives aux frais d'exploitation et fixe de quelle manière ils doivent être pris en compte.<sup>82</sup>

**Art. 65a**<sup>83</sup> Transparence

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance doivent respecter le principe de la transparence dans la réglementation de leur système des cotisations, de leur financement, du placement du capital et de leur comptabilité.

<sup>2</sup> La transparence implique que:

<sup>80</sup> Introduit par le ch. 10 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2003 sur la fusion, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004 (RS **221.301**).

<sup>81</sup> Abrogé par le ch. II de la LF du 9 oct. 1987 (RO **1988** 414; FF **1986** III 117).

<sup>82</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>83</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

- a. la situation financière effective de l'institution de prévoyance apparaisse;
- b. la sécurité de la réalisation des buts de prévoyance puisse être prouvée;
- c. l'organe paritaire de l'institution de prévoyance soit en mesure d'assumer ses tâches de gestion;
- d. les obligations d'informations à l'égard des assurés puissent être exécutées.

<sup>3</sup> Les institutions de prévoyance doivent être en mesure de fournir des informations sur le rendement du capital, l'évolution du risque actuariel, les frais d'administration, les principes du calcul du capital de couverture, les provisions supplémentaires et le degré de couverture.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions sur la manière dont cette information doit être étendue, sans dépenses excessives à la caisse de pensions affiliée.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant la manière dont la transparence doit être appliquée. Il édicte à cet effet des prescriptions comptables et définit les exigences pour la transparence des coûts et des rendements.

#### **Art. 66** Répartition des cotisations

<sup>1</sup> L'institution de prévoyance fixe dans ses dispositions réglementaires le montant des cotisations de l'employeur et de celles des salariés. La somme des cotisations (contribution) de l'employeur doit être au moins égale à la somme des cotisations de tous les salariés. La contribution de l'employeur ne peut être fixée plus haut qu'avec son assentiment.

<sup>2</sup> L'employeur est débiteur de la totalité des cotisations envers l'institution de prévoyance. Celle-ci peut majorer d'un intérêt moratoire les cotisations payées tardivement.

<sup>3</sup> L'employeur déduit du salaire les cotisations que les dispositions réglementaires mettent à la charge du salarié.

#### **Art. 67** Couverture des risques

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance décident si elles assument elles-mêmes la couverture des risques ou si elles chargent une institution d'assurance soumise à la surveillance des assurances ou, aux conditions fixées par le Conseil fédéral, une institution d'assurance de droit public de les couvrir, en tout ou partie.

<sup>2</sup> Elles ne peuvent assumer elles-mêmes la couverture des risques que si elles remplissent les conditions fixées par le Conseil fédéral.

#### **Art. 68** Contrats d'assurance entre institutions de prévoyance et institutions d'assurance

<sup>1</sup> Les institutions d'assurance qui veulent se charger de la couverture de risques assumés par des institutions de prévoyance enregistrées conformément à la présente loi doivent assortir leurs offres de tarifs qui ne couvrent que les risques de décès et d'invalidité légalement prescrits. Le Conseil fédéral édicte des prescriptions de détail.

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance compétente pour approuver les tarifs en vertu de l'art. 20 de la loi du 23 juin 1978 sur la surveillance des assurances<sup>84</sup> examine si les tarifs applicables à la prévoyance professionnelle légalement prescrite sont équitables du point de vue du régime obligatoire.

<sup>3</sup> Les institutions d'assurance donnent aux institutions de prévoyance les indications nécessaires pour que celles-ci soient en mesure d'appliquer la transparence exigée par l'art. 65a.<sup>85</sup>

<sup>4</sup> Les institutions d'assurance doivent, en particulier:

- a. établir un décompte annuel compréhensible concernant la participation aux excédents; de ce décompte, il doit ressortir notamment sur quelles bases la participation aux excédents a été calculée et selon quelles modalités elle a été distribuée;
- b. élaborer une présentation des coûts administratifs; le Conseil fédéral édicte des dispositions sur la manière dont les coûts administratifs doivent être pris en compte.<sup>86</sup>

#### **Art. 68a<sup>87</sup>** Participation aux excédents résultant des contrats d'assurance

<sup>1</sup> Les excédents résultant des contrats d'assurance, une fois la décision d'adapter les rentes au renchérissement prise conformément à l'art. 36, al. 2 et 3, sont crédités au capital-épargne des assurés.

<sup>2</sup> Il ne peut être dérogé à l'al. 1 que:

- a. pour les caisses de pensions affiliées à une fondation collective, lorsque la commission de prévoyance desdites caisses a formellement pris une autre décision et qu'elle l'a communiquée à la fondation collective;
- b. pour les institutions de prévoyance qui ne sont pas organisées sous forme de fondation collective, lorsque l'organe paritaire a formellement pris une autre décision et qu'il l'a communiquée à l'institution d'assurance.

#### **Art. 69** Equilibre financier

<sup>1</sup> Dans la mesure où une institution de prévoyance assume elle-même la couverture des risques, elle ne peut se fonder, pour garantir l'équilibre financier, que sur l'effectif du moment des assurés et des rentiers (principe du bilan en caisse fermée).

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance peut, aux conditions fixées par le Conseil fédéral, autoriser les institutions de prévoyance de corporations de droit public à déroger au principe du bilan en caisse fermée.

<sup>84</sup> **RS 961.01**

<sup>85</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>86</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>87</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

**Art. 70** Mesures spéciales

<sup>1</sup> Chaque institution de prévoyance est tenue de consacrer 1 % des salaires coordonnés de tous les assurés tenus de payer des cotisations pour les prestations de vieillesse, à l'amélioration des prestations en faveur de la génération d'entrée, conformément aux art. 32 et 33, et à l'adaptation des rentes en cours à l'évolution des prix, conformément à l'art. 36, al. 2.

<sup>2</sup> Dans la mesure où l'institution de prévoyance ne peut pas utiliser 1 % des salaires conformément à l'al. 1, ni ne constitue une réserve dans ce but, elle emploiera ces ressources pour accroître les bonifications de vieillesse des assurés ou pour améliorer les rentes nées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup> Les cotisations qui ne servent pas à l'accroissement de bonifications de vieillesse des assurés doivent être utilisées pour la couverture des risques.<sup>88</sup>

**Art. 71** Administration de la fortune

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance administreront leur fortune de manière à garantir la sécurité des placements, un rendement raisonnable, une répartition appropriée des risques et la couverture des besoins prévisibles de liquidités.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral définit les cas dans lesquels une institution de prévoyance peut mettre en gage ou grever d'un engagement ses droits découlant d'un contrat d'assurance collective sur la vie ou d'un contrat de réassurance.

**Art. 72** Financement de l'institution supplétive

<sup>1</sup> Dans la mesure où elle assume elle-même la couverture des risques, l'institution supplétive doit être financée suivant le principe du bilan en caisse fermée.

<sup>2</sup> Les dépenses incombant à l'institution supplétive en vertu de l'art. 12 seront couvertes par le fonds de garantie selon l'art. 56, al. 1, let. b.

<sup>3</sup> Le fonds de garantie assume les coûts de l'institution supplétive dus aux activités exercées conformément aux art. 60, al. 2, de la présente loi et 4, al. 2, LFLP<sup>89</sup>, lorsqu'ils ne peuvent être répercutés sur l'auteur du dommage.<sup>90</sup>

<sup>88</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RS 831.42).

<sup>89</sup> RS 831.42

<sup>90</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à la loi du 17 déc. 1993 sur le libre passage (RS 831.42). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

## Cinquième partie: Contentieux et dispositions pénales

### Titre premier: Contentieux

**Art. 73** Contestations entre institutions de prévoyance, employeurs et ayants droit; prétentions en matière de responsabilité<sup>91</sup>

<sup>1</sup> Chaque canton désigne un tribunal qui connaît, en dernière instance cantonale, des contestations opposant institutions de prévoyance, employeurs et ayants droit. Le tribunal statue de même sur les prétentions en matière de responsabilité selon l'art. 52 et sur le droit de recours selon l'art. 56a, al. 1.<sup>92</sup>

<sup>2</sup> Les cantons doivent prévoir une procédure simple, rapide et, en principe, gratuite; le juge constatera les faits d'office.

<sup>3</sup> Le for est au siège ou domicile suisse du défendeur ou au lieu de l'exploitation dans laquelle l'assuré a été engagé.

<sup>4</sup> Les décisions des tribunaux cantonaux peuvent être déférées au Tribunal fédéral des assurances par la voie du recours de droit administratif.

**Art. 74** Commission fédérale de recours

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral institue une commission de recours indépendante de l'administration.

<sup>2</sup> Celle-ci connaît des recours formés contre:

a.<sup>93</sup> les décisions des autorités de surveillance, y compris celles fondées sur l'art. 62, al. 1, let. e;

b. les décisions du fonds de garantie;

c. les décisions de l'institution supplétive concernant l'affiliation des employeurs;

d.<sup>94</sup> les décisions du fonds de garantie concernant le droit au remboursement prévu à l'art. 56a, al. 2.

<sup>3</sup> La loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>95</sup> s'applique à la procédure devant la commission de recours.

<sup>4</sup> Les décisions de la commission de recours peuvent être déférées au Tribunal fédéral par la voie du recours de droit administratif.

<sup>91</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

<sup>92</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

<sup>93</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 (RO 2004 1677 1700; FF 2000 2495).

<sup>94</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 21 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 3067 3070; FF 1996 I 516 533).

<sup>95</sup> RS 172.021

## Titre deuxième: Dispositions pénales

### Art. 75 Contraventions

1. Celui qui, en violation de l'obligation de renseigner, donne sciemment des renseignements inexacts ou refuse d'en donner,

celui qui s'oppose à un contrôle ordonné par l'autorité compétente ou le rend impossible de toute autre manière,

celui qui ne remplit pas les formules nécessaires ou ne les remplit pas de façon véridique,

sera puni des arrêts ou d'une amende de 5000 francs au plus, à moins qu'il ne s'agisse d'un délit qui tombe sous le coup de l'art. 285 du code pénal suisse<sup>96</sup>.

2. Dans les cas de peu de gravité, l'autorité peut renoncer à la poursuite pénale.

### Art. 76 Délits

Celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, ou de toute autre manière, aura obtenu de l'institution de prévoyance ou du fonds de garantie, pour lui-même ou pour autrui, une prestation qui ne lui revient pas,

celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, ou de toute autre manière, aura éludé l'obligation de payer des cotisations ou des contributions à une institution de prévoyance ou au fonds de garantie,

celui qui, en sa qualité d'employeur, aura déduit des cotisations du salaire d'un travailleur sans les transférer à l'institution de prévoyance compétente,

celui qui n'aura pas observé l'obligation de garder le secret ou aura, dans l'application de la présente loi, abusé de sa fonction en tant qu'organe, fonctionnaire ou employé, au détriment de tiers ou à son propre profit,

celui qui, en tant que titulaire ou membre d'un organe de contrôle, ou en tant qu'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle, aura gravement enfreint les obligations qui lui incombent en vertu de l'art. 53,

sera puni, à moins qu'il ne s'agisse d'un délit ou d'un crime frappé d'une peine plus lourde par le code pénal suisse<sup>97</sup>, de l'emprisonnement pour six mois au plus ou d'une amende de 20 000 francs au plus.

### Art. 77 Infractions commises dans la gestion d'une entreprise

<sup>1</sup> Lorsqu'une infraction est commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, d'une entreprise individuelle ou d'une collectivité sans personnalité juridique ou de quelque autre manière dans l'exercice d'une activité pour un tiers, les dispositions pénales s'appliquent aux personnes physiques qui ont commis l'acte.

<sup>96</sup> RS 311.0

<sup>97</sup> RS 311.0



<sup>2</sup> Le chef d'entreprise, l'employeur, le mandant ou le représenté qui, intentionnellement ou par négligence et en violation d'une obligation juridique, omet de prévenir une infraction commise par le subordonné, le mandataire ou le représentant ou d'en supprimer les effets, tombe sous le coup des dispositions pénales applicables à l'auteur ayant agi intentionnellement ou par négligence.

<sup>3</sup> Lorsque le chef d'entreprise, l'employeur, le mandant ou le représenté est une personne morale, une société en nom collectif ou en commandite, une entreprise individuelle ou une collectivité sans personnalité juridique, l'al. 2 s'applique aux organes et à leurs membres, aux associés gérants, dirigeants effectifs ou liquidateurs fautifs.

<sup>4</sup> Lorsque l'amende entrant en ligne de compte ne dépasse pas 2000 francs et que l'enquête rendrait nécessaires à l'égard des personnes punissables selon les al. 1 à 3 des mesures d'instruction hors de proportion avec la peine encourue, il est loisible de renoncer à poursuivre ces personnes et de condamner à leur place au paiement de l'amende la personne morale, la société en nom collectif ou en commandite ou l'entreprise individuelle.

#### **Art. 78** Procédure

La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons. L'art. 258 de la loi fédérale du 15 juin 1934 sur la procédure pénale<sup>98</sup> est applicable.

#### **Art. 79** Inobservation de prescriptions d'ordre

<sup>1</sup> Celui qui, après avoir reçu une sommation attirant son attention sur les sanctions pénales prévues par la présente disposition, ne se conforme pas dans un délai convenable à une décision de l'autorité de surveillance compétente, sera puni par elle d'une amende d'ordre de 2000 francs au plus. Les inobservations de peu de gravité pourront être sanctionnées par une réprimande.

<sup>2</sup> Les prononcés d'amendes pourront faire l'objet d'un recours conformément à l'art. 74.

**Sixième partie:****Etendue des prestations, dispositions d'ordre fiscal et dispositions spéciales<sup>99</sup>****Titre premier: Etendue des prestations<sup>100</sup>****Art. 79a<sup>101</sup>** Rachat

<sup>1</sup> Le présent article s'applique à tous les rapports de prévoyance, que l'institution de prévoyance soit inscrite au registre de la prévoyance professionnelle ou non.

<sup>2</sup> L'institution de prévoyance peut autoriser l'assuré à racheter les prestations réglementaires jusqu'à concurrence du montant supérieur fixé à l'art. 8, al. 1, multiplié par le nombre d'années entre l'entrée dans l'institution et l'âge réglementaire de la retraite.

<sup>3</sup> Le rachat autorisé en vertu de l'al. 2 correspond à la différence entre la prestation d'entrée nécessaire et la prestation d'entrée disponible.

<sup>4</sup> L'al. 2 s'applique:

- a. au rachat effectué lors de l'entrée de l'assuré dans l'institution de prévoyance;
- b. au rachat des prestations réglementaires effectué ultérieurement.

<sup>5</sup> Les rachats effectués en cas de divorce en vertu de l'art. 22, al. 3, LFLP<sup>102</sup> ne sont pas soumis à l'al. 2.

**Titre deuxième: Dispositions d'ordre fiscal en matière de prévoyance<sup>103</sup>****Art. 80** Institutions de prévoyance

<sup>1</sup> Les dispositions du présent titre s'appliquent aussi aux institutions de prévoyance non inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Dans la mesure où leurs revenus et leurs éléments de fortune sont exclusivement affectés à des fins de prévoyance professionnelle, les institutions de prévoyance de droit privé ou de droit public qui ont la personnalité juridique sont exonérées des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que d'impôts sur les successions et sur les donations perçus par les cantons et les communes.

<sup>99</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 10 de la LF du 19 mars 1999 sur le programme de stabilisation 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 1999 2374 2385; FF 1999 3).

<sup>100</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 10 de la LF du 19 mars 1999 sur le programme de stabilisation 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 1999 2374 2385; FF 1999 3).

<sup>101</sup> Introduit par le ch. I 10 de la LF du 19 mars 1999 sur le programme de stabilisation 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 1999 2374 2385; FF 1999 3).

<sup>102</sup> RS 831.42

<sup>103</sup> Introduit par le ch. I 10 de la LF du 19 mars 1999 sur le programme de stabilisation 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 1999 2374 2385; FF 1999 3).

<sup>3</sup> Les immeubles peuvent être frappés d'impôts fonciers, en particulier d'impôts immobiliers sur la valeur brute de l'immeuble et de droits de mutation.

<sup>4</sup> Les bénéfices provenant de l'aliénation d'immeubles peuvent être frappés de l'impôt général sur les bénéfices ou d'un impôt spécial sur les gains immobiliers. Les bénéfices qui résultent de la fusion ou de la division d'institutions de prévoyance ne sont pas imposables.

#### **Art. 81** Déduction des cotisations

<sup>1</sup> Les contributions des employeurs à des institutions de prévoyance sont considérées comme des charges d'exploitation en matière d'impôts directs perçus par la Confédération, les cantons et les communes.

<sup>2</sup> Les cotisations que les salariés et les indépendants versent à des institutions de prévoyance, conformément à la loi ou aux dispositions réglementaires, sont déductibles en matière d'impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

<sup>3</sup> Les cotisations du salarié qui sont déduites du salaire doivent être indiquées dans le certificat de salaire; les autres cotisations doivent être certifiées par l'institution de prévoyance.

#### **Art. 82** Traitement équivalent d'autres formes de prévoyance

<sup>1</sup> Les salariés et les indépendants peuvent également déduire les cotisations affectées exclusivement et irrévocablement à d'autres formes reconnues de prévoyance assimilées à la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral détermine, avec la collaboration des cantons, quelles formes de prévoyance peuvent être prises en considération et décide dans quelle mesure de telles déductions seront admises pour les cotisations.

#### **Art. 83** Imposition des prestations

Les prestations fournies par des institutions de prévoyance et selon des formes de prévoyance visées aux art. 80 et 82 sont entièrement imposables à titre de revenus en matière d'impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

#### **Art. 83<sup>a</sup>**<sup>104</sup> Traitement fiscal de l'encouragement à la propriété du logement

<sup>1</sup> Le versement anticipé et le produit obtenu lors de la réalisation du gage grevant l'avoir de prévoyance doivent être assujettis à l'impôt en tant que prestation en capital provenant de la prévoyance.

<sup>104</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 déc. 1993 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1995 (RO 1994 2372).

<sup>2</sup> En cas de remboursement du versement anticipé ou du produit obtenu lors de la réalisation du gage, le contribuable peut exiger que pour le montant correspondant, les impôts payés lors du versement anticipé ou lors de la réalisation du gage lui soient remboursés. De tels remboursements ne peuvent pas être déduits lors du calcul du revenu imposable.

<sup>3</sup> Le droit au remboursement des impôts payés s'éteint dans les trois ans à partir du remboursement à une institution de prévoyance du versement anticipé ou du produit obtenu lors de la réalisation du gage.

<sup>4</sup> L'institution de prévoyance concernée doit annoncer à l'administration fédérale des contributions, sans injonction de sa part, toutes les circonstances découlant des al. 1 à 3.

<sup>5</sup> Les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

#### **Art. 84** Prétentions de prévoyance

Avant d'être devenues exigibles, les prétentions envers des institutions de prévoyance et d'autres formes de prévoyance visées aux art. 80 et 82 sont exonérées des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

### **Titre troisième:<sup>105</sup> Dispositions spéciales**

#### **Art. 85** Commission fédérale de la prévoyance professionnelle

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral institue une commission fédérale de la prévoyance professionnelle, qui compte 21 membres au plus. Elle se compose de représentants de la Confédération et des cantons et, en majorité, de représentants des employeurs, des salariés et des institutions de prévoyance.

<sup>2</sup> La commission donne son avis au Conseil fédéral sur l'application et le développement de la prévoyance professionnelle.

#### **Art. 85a<sup>106</sup>** Traitement de données personnelles

Les organes chargés d'appliquer la présente loi ou d'en contrôler ou surveiller l'exécution sont habilités à traiter et à faire traiter les données personnelles, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, qui leur sont nécessaires pour accomplir les tâches que leur assigne cette loi, notamment pour:

- a. calculer et percevoir les cotisations;
- b. établir le droit aux prestations, les calculer, les allouer et les coordonner avec celles d'autres assurances sociales;

<sup>105</sup> Anciennement titre deuxième.

<sup>106</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2689; FF 2000 219).

- c. faire valoir une prétention récursoire contre le tiers responsable;
- d. surveiller l'exécution de la présente loi;
- e. établir des statistiques.

**Art. 85b**<sup>107</sup> Consultation du dossier

<sup>1</sup> Ont le droit de consulter le dossier, dans la mesure où les intérêts privés prépondérants sont sauvegardés:

- a. l'assuré, pour les données qui le concernent;
- b. les personnes ayant un droit ou une obligation découlant de la présente loi, pour les données qui leur sont nécessaires pour exercer ce droit ou remplir cette obligation;
- c. les personnes ou institutions habilitées à faire valoir un moyen de droit contre une décision fondée sur la présente loi, pour les données nécessaires à l'exercice de ce droit;
- d. les autorités habilitées à statuer sur les recours contre des décisions fondées sur la présente loi, pour les données nécessaires à l'accomplissement de cette tâche;
- e. le tiers responsable et son assureur, pour les données qui leur sont nécessaires pour se déterminer sur une prétention récursoire de la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> S'il s'agit de données sur la santé dont la communication pourrait entraîner une atteinte à la santé de la personne autorisée à consulter le dossier, celle-ci peut être tenue de désigner un médecin qui les lui communiquera.

**Art. 86**<sup>108</sup> Obligation de garder le secret

Les personnes qui participent à l'application de la présente loi, ainsi qu'au contrôle ou à la surveillance de son exécution, sont tenues de garder le secret à l'égard des tiers.

**Art. 86a**<sup>109</sup> Communication de données

<sup>1</sup> Dans la mesure où aucun intérêt privé prépondérant ne s'y oppose, des données peuvent être communiquées, dans des cas d'espèce et sur demande écrite et motivée:

- a. aux autorités compétentes en matière d'aide sociale, lorsqu'elles leur sont nécessaires pour fixer ou modifier des prestations, en exiger la restitution ou prévenir des versements indus;

<sup>107</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2689; FF 2000 219).

<sup>108</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2689; FF 2000 219).

<sup>109</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2689; FF 2000 219).

- b. aux tribunaux civils, lorsqu'elles leur sont nécessaires pour régler un litige relevant du droit de la famille ou des successions;
- c. aux tribunaux pénaux et aux organes d'instruction pénale, lorsqu'elles leur sont nécessaires pour établir les faits en cas de crime ou de délit;
- d. aux offices des poursuites, conformément aux art. 91, 163 et 222 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>110</sup>;
- e. aux autorités fiscales, lorsqu'elles se rapportent au versement des prestations de la prévoyance professionnelle et qu'elles sont nécessaires à l'application des lois fiscales.

<sup>2</sup> Dans la mesure où aucun intérêt privé prépondérant ne s'y oppose, des données peuvent être communiquées:

- a. à d'autres organes chargés d'appliquer la présente loi ou d'en contrôler ou surveiller l'exécution, lorsqu'elles sont nécessaires à l'accomplissement des tâches que leur assigne cette loi;
- b. aux organes d'une autre assurance sociale, lorsque l'obligation de les communiquer résulte d'une loi fédérale;
- c. aux autorités compétentes en matière d'impôt à la source, conformément aux art. 88 et 100 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>111</sup> et aux dispositions cantonales correspondantes;
- d. aux organes de la statistique fédérale, conformément à la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale<sup>112</sup>;
- e. aux autorités d'instruction pénale lorsqu'il s'agit de dénoncer ou de prévenir un crime.

<sup>3</sup> Des données peuvent également être communiquées à l'autorité fiscale compétente dans le cadre de la procédure de déclaration prévue à l'art. 19 de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé<sup>113</sup>.

<sup>4</sup> Les données d'intérêt général qui se rapportent à l'application de la présente loi peuvent être publiées. L'anonymat des assurés doit être garanti.

<sup>5</sup> Dans les autres cas, des données peuvent être communiquées à des tiers:

- a. s'agissant de données non personnelles, lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie;
- b. s'agissant de données personnelles, lorsque la personne concernée y a, en l'espèce, consenti par écrit ou, s'il n'est pas possible d'obtenir son consentement, lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il en va de l'intérêt de l'assuré.

<sup>6</sup> Seules les données qui sont nécessaires au but en question peuvent être communiquées.

<sup>110</sup> RS 281.1

<sup>111</sup> RS 642.11

<sup>112</sup> RS 431.01

<sup>113</sup> RS 642.21

<sup>7</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités de la communication et l'information de la personne concernée.

<sup>8</sup> Les données sont communiquées en principe par écrit et gratuitement. Le Conseil fédéral peut prévoir la perception d'émoluments pour les cas nécessitant des travaux particulièrement importants.

**Art. 86b**<sup>114</sup> Information des assurés

<sup>1</sup> L'institution de prévoyance renseigne chaque année ses assurés de manière adéquate sur:

- a. leurs droits aux prestations, le salaire coordonné, le taux de cotisation et l'avoir de vieillesse;
- b. l'organisation et le financement;
- c. les membres de l'organe paritaire selon l'art. 51.

<sup>2</sup> Les assurés peuvent demander la remise des comptes annuels et du rapport annuel. L'institution de prévoyance doit en outre informer les assurés qui le demandent sur le rendement du capital, l'évolution du risque actuariel, les frais d'administration, les principes de calcul du capital de couverture, les provisions supplémentaires et le degré de couverture.

<sup>3</sup> Les institutions de prévoyance collectives ou communes doivent informer l'organe paritaire, sur demande, des cotisations non transférées par l'employeur. L'institution de prévoyance doit informer d'office l'organe paritaire lorsque les cotisations réglementaires n'ont pas été transférées dans les trois mois suivant le terme d'échéance convenu.

<sup>4</sup> L'art. 75 est applicable.

**Art. 87**<sup>115</sup> Entraide administrative

Les autorités administratives et judiciaires de la Confédération, des cantons, des districts, des circonscriptions et des communes, ainsi que les organes des autres assurances sociales fournissent gratuitement aux organes chargés d'appliquer la présente loi, dans des cas d'espèce et sur demande écrite et motivée, les données qui leur sont nécessaires pour:

- a. contrôler l'affiliation des employeurs;
- b. fixer ou modifier des prestations ou en exiger la restitution;
- c. prévenir des versements indus;
- d. fixer et percevoir les cotisations;
- e. faire valoir une prétention récursoire contre le tiers responsable.

<sup>114</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (1<sup>re</sup> révision LPP), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 et depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 pour l'al. 2 (RO **2004** 1677 1700; FF **2000** 2495).

<sup>115</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO **2000** 2689; FF **2000** 219).

**Art. 88** Prévoyance professionnelle dans l'agriculture

Le Conseil fédéral peut charger les caisses cantonales de compensation de l'AVS de percevoir des cotisations et d'assumer d'autres tâches concernant la prévoyance professionnelle dans l'agriculture, moyennant rétribution.

**Art. 89**<sup>116</sup>**Septième partie:**<sup>117</sup> **Relation avec le droit européen****Art. 89a**<sup>118</sup>

Sont également applicables aux personnes visées à l'art. 2 du Règlement n° 1408/71<sup>119</sup> en ce qui concerne les prestations prévues à l'art. 4 dudit règlement tant qu'elles sont comprises dans le champ d'application matériel de la présente loi:

- a. l'Accord du 21 juin 1999 entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes<sup>120</sup>, son annexe II et les Règlements n°s 1408/71 et 574/72<sup>121</sup> dans leur version adaptée<sup>122</sup>;
- b. l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange<sup>123</sup>, son annexe O, l'appendice 2 de l'annexe O et les Règlements n°s 1408/71 et 574/72 dans leur version adaptée<sup>124</sup>.

<sup>116</sup> Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la loi du 9 oct. 1992 sur la statistique fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1993 (RS **431.01**).

<sup>117</sup> Introduite par le ch. I 7 de la LF du 8 oct. 1999 sur l'Ac. entre d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la CE et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO **2002** 701 721; FF **1999** 5440).

<sup>118</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 6 de la LF du 14 déc. 2001 relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Ac. amendant la Conv. du instituant l'AELE, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO **2002** 685 700; FF **2001** 4729).

<sup>119</sup> Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (JO n° L 149 du 5 juillet 1971) (codifié par le Règlement (CE) n° 118/97 du Conseil, du 2 déc. 1996 (JO n° L 28 du 30 janv. 1997); modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, du 8 fév. 1999 (JO n° L 38 du 12 fév. 1999).

<sup>120</sup> RS **0.142.112.681**

<sup>121</sup> Règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 relatif à l'application du Règlement (CEE) 1408/71 (JO n° L 74 du 27 mars 1972) (également codifié par le Règlement (CE) n° 118/97 du Conseil, du 2 déc. 1996 (JO n° L 28 du 30 janv. 1997); modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, du 8 fév. 1999 (JO n° L 38 du 12 fév. 1999).

<sup>122</sup> RS **0.831.109.268.1/.11**. Une version consolidée provisoire des Règlements (CEE) n°s 1408/71 et 574/72, y compris les modifications introduites par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, peut être obtenue à l'Office fédéral des assurances sociales, 3003 Berne. Seule fait foi la version publiée dans le Journal Officiel des CE.

<sup>123</sup> RS **0.632.31**

<sup>124</sup> RS **0.831.106.1/.11**



**Huitième partie:**<sup>125</sup> **Dispositions finales****Titre premier: Modification de lois fédérales****Art. 90**

Le droit fédéral en vigueur est modifié selon les dispositions reproduites en annexe; celle-ci fait partie intégrante de la présente loi.

**Titre deuxième: Dispositions transitoires****Art. 91**            Garantie des droits acquis

La présente loi ne porte pas atteinte aux droits acquis par les assurés avant son entrée en vigueur.

**Art. 92**            Fondations de prévoyance existantes

Les fondations de prévoyance existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi sont tenues, sur demande de la moitié au moins des membres du conseil de fondation, de participer à l'application du régime de l'assurance obligatoire, soit en se faisant inscrire dans le registre de la prévoyance professionnelle, soit en transférant leur fortune à une institution de prévoyance enregistrée.

**Art. 93**            Enregistrement provisoire des institutions de prévoyance

<sup>1</sup> Durant une période initiale, les institutions de prévoyance qui entendent participer à l'application du régime de l'assurance obligatoire peuvent se faire inscrire provisoirement dans le registre de la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Elles doivent établir qu'elles seront à même de satisfaire aux exigences légales dans le délai fixé par le Conseil fédéral.

**Art. 94**            Affiliation provisoire de l'employeur

Durant une période initiale, l'employeur peut, à titre provisoire, s'affilier à une institution de prévoyance.

<sup>125</sup> Anciennement Septième partie.

**Art. 95** Régime transitoire des bonifications de vieillesse

Durant les deux premières années d'application de la loi, les taux minimaux applicables au calcul des bonifications de vieillesse sont les suivants:

Age		Taux en pour-cent du salaire coordonné
Hommes	Femmes	
de 25 à 34	de 25 à 31	7
de 35 à 44	de 32 à 41	10
de 45 à 54	de 42 à 51	11
de 55 à 65	de 52 à 62	13

**Art. 96** Assurance facultative des indépendants

Une réserve pour raison de santé selon l'art. 45, al. 1, n'est pas admissible s'il s'agit d'un indépendant qui se fait assurer à titre facultatif moins d'une année après l'entrée en vigueur de la loi.

**Art. 96a**<sup>126</sup> Rentes fondées sur l'ancien droit

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux rentes vieillesse, survivants et invalidité fondées sur un droit antérieur à l'entrée en vigueur de l'art. 79a.

**Titre troisième: Exécution et entrée en vigueur****Art. 97** Exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral surveille l'application de la présente loi et prend les mesures propres à assurer la mise en oeuvre de la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Les cantons édicteront les dispositions d'exécution. Jusqu'à l'adoption de ces dispositions, les gouvernements cantonaux peuvent établir une réglementation provisoire.

<sup>3</sup> Les dispositions cantonales d'exécution sont communiquées au Département fédéral de l'intérieur.<sup>127</sup>

<sup>126</sup> Introduit par le ch. I 10 de la LF du 19 mars 1999 sur le programme de stabilisation 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 1999 2374 2385; FF 1999 3).

<sup>127</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 411 de la LF du 15 déc. 1989 relative à l'approbation d'actes législatifs des cantons par la Confédération, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1991 (RO 1991 362 369; FF 1988 II 1293).

**Art. 98** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur en tenant compte notamment de la situation sociale et économique. Il peut mettre en vigueur certaines dispositions avant cette date.

<sup>3</sup> L'art. 81, al. 2 et 3, ainsi que les art. 82 et 83 doivent être mis en vigueur dans un délai de 3 ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>4</sup> L'art. 83 n'est pas applicable aux rentes et prestations en capital fournies par des institutions de prévoyance ou résultant d'autres formes de prévoyance, au sens des art. 80 et 82, lorsque ces prestations:

- a. commencent à courir ou deviennent exigibles avant l'entrée en vigueur de l'art. 83 ou
- b. commencent à courir ou deviennent exigibles dans un délai de quinze ans à compter de l'entrée en vigueur de l'art. 83 et résultent de mesures de prévoyance prises antérieurement à l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: <sup>128</sup> 1<sup>er</sup> janvier 1985

Art. 54, 55, 61, 63, 64 et 97: 1<sup>er</sup> juillet 1983

Art. 48 et 93: 1<sup>er</sup> janvier 1984

Art. 60: 1<sup>er</sup> juillet 1984

Art. 81, al. 2 et 3, 82 et 83: 1<sup>er</sup> janvier 1987

**Dispositions finales de la modification du 21 juin 1996<sup>129</sup>**

<sup>1</sup> Le fonds de garantie verse les prestations prévues à l'art. 56, al. 1, let. c, dues par des institutions de prévoyance devenues insolubles, pour autant que la procédure de liquidation ne soit pas encore exécutoire au moment de l'entrée en vigueur de la modification de la loi. Il verse en outre les prestations selon l'art. 56, al. 1, let. c, en corrélation avec l'art. 56, al. 3<sup>130</sup>, lorsque l'insolvabilité résulte d'une procédure de faillite ou d'une procédure analogue introduite contre l'employeur après l'entrée en vigueur de la modification de la loi.

<sup>2</sup> Le fonds de garantie dédommage l'institution supplétive des coûts qu'il lui revient d'assumer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au titre des obligations qui lui incombent en vertu de l'art. 60, al. 2, lorsqu'un tel dédommagement n'est pas effectué par d'autres sources.

<sup>128</sup> Art. 1 de l'O du 29 juin 1983 (RS 831.401)

<sup>129</sup> RO 1996 3067; FF 1996 I 516 533

<sup>130</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. [art. 33 LREC – RO 1974 1051].

## Modification du droit fédéral

### 1. Code civil suisse<sup>131</sup>

*Art. 89bis, al. 4 et 6*

...

### 2. Code des obligations<sup>132</sup>

*Art. 331, al. 3*

...

*Art. 331a, al. 3bis*

...

*Art. 331b, al. 3bis*

...

*Art. 331c, al. 1*

...

*Art. 339d, al. 1*

...

*Art. 342, al. 1, let. a*

...

### 3. Loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance<sup>133</sup>

*Art. 46, al. 1*

...

<sup>131</sup> RS 210. La modification mentionnée ci-dessous est insérée dans ledit code.

<sup>132</sup> RS 220. Les modifications mentionnées ci-dessous sont insérées dans ledit code.

<sup>133</sup> RS 221.229.1. La modification mentionnée ci-dessous est insérée dans ladite loi.

#### **4. Loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite**<sup>134</sup>

*Art. 92, ch. 13*<sup>135</sup>

...

#### **5. Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants**<sup>136</sup>

*Art. 43quinquies*<sup>137</sup>

*Abrogé*

*Art. 49*

*Les termes «institutions d'assurance reconnues» sont supprimés.*

*Art. 73, al. 1*

*Le terme «reconnue» est supprimé.*

*Art. 74 à 83*

*Abrogés*

*Art. 109, al. 1*

*Le terme ((reconnues)est supprimé.*

#### **6. Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité**<sup>138</sup>

*Art. 68*

*Abrogé*

<sup>134</sup> RS 281.1

<sup>135</sup> Ce ch. est actuellement abrogé.

<sup>136</sup> RS 831.10. Les modifications mentionnées ci-dessous sont insérées dans ladite loi.

<sup>137</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. [art. 33 LREC – RO 1974 1051].

<sup>138</sup> RS 831.20

**7. Loi fédérale du 19 mars 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>139</sup>**

*Art. 3, al. 4, let. d<sup>140</sup>*

...

**8. Loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents<sup>141</sup>**

*Art. 40*

...

<sup>139</sup> RS **831.30**

<sup>140</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>141</sup> RS **832.20**. La modification mentionnée ci-dessous est insérée dans ladite loi.